

Le Président

## CAUSE TOUJOURS

Chère Consoeur, Cher Confrère,

Nous vivons dans un pays qui parle beaucoup de démocratie, de dialogue, mais c'est aussi un pays qui voit se creuser un fossé entre le discours et la méthode. On dit mais on ne fait pas, et on fait sans dire. En pratique, démocratie et dialogue sont absents de notre société, comme dans toute dictature qui se respecte, dictature administrative, bien entendu.

Bien que le code de la Sécurité sociale et les urnes donnent des pouvoirs et des devoirs aux élus sociaux, ils sont bien peu de choses face aux technocrates qui décident, sans la légitimité du code, ni des urnes.

Chaque fois qu'un problème se pose, qu'un autre se dessine à l'horizon, nous les analysons, cherchons les solutions, prenons des avis techniques pour enfin prendre les décisions qui s'imposent chaque fois avec un très large consensus. Malheureusement ce travail est méprisé, ignoré au moment de le transcrire dans les textes. Sans raison, sans excuses, sans dialogue, sans jamais aucun courrier qui dise oui ou non, ou qui discute afin de modifier nos décisions. Nous en avons déjà souvent parlé, mais rien ne change.

D'un autre côté, on décide, sans avis, sans raison, sans même prévenir. Ainsi la CARMF a découvert début janvier 2008 à la lecture du JO du 30 décembre 2007, que la cotisation ASV due au 1er janvier 2007, serait augmentée de 5% ! On n'a prévenu personne, on ne s'est pas inquiété que les deux appels de cotisations avaient été lancés quelques mois plus tôt et qu'il faudrait régulariser et modifier les budgets prévisionnels élaborés 15 mois plus tôt. On a également ignoré la réforme de 2006, toujours sans décret, et cette mesure ne sert à rien, sinon à faire traîner un peu plus. Cette mesure est de plus totalement insuffisante pour corriger les erreurs de gestion des mêmes auteurs, puisque malgré un blocage du point depuis 9 ans et une augmentation des cotisations de 5%, les dépenses du régime restent supérieures aux recettes.

Ce mépris des organismes sociaux, pourtant chargés de gérer et de réparer les erreurs des « décideurs », se retrouve partout. Ainsi, dans la même période ont eu lieu les Etats Généraux de l'Organisation de la Santé, organisés par le Ministère. Une seule organisation a été oubliée, devinez laquelle. Cela nous a rappelé l'Observatoire de la démographie créé il y a quelques années, avec une quarantaine de désignations au JO, intellectuels, politiques et syndicalistes tous plus ou moins compétents. Seuls deux organismes étaient ignorés, les seuls qui travaillaient depuis toujours sur la démographie et avaient l'expérience : l'Ordre et la CARMF !

L'expérience ne servant à rien, nous allons bientôt voir le résultat de ces méthodes sur la santé publique et sur l'ASV. Cela donne malheureusement raison à Confucius qui disait que l'expérience était une lanterne rouge que l'on traînait derrière soi et qui n'éclairait que le chemin parcouru.

La méthode est la même partout, on l'a vu récemment avec la carte famille nombreuse sans concertation avec une SNCF également non prévenue. A la CNAVPL, Présidents et directeurs se plaignent tous de l'aggravation de ces rapports année après année.

Quant aux élus sociaux, face au mépris devant leur travail et leurs propositions, ils ne peuvent que donner raison à cet autre auteur, moins sage et moins connu que Confucius et qui explique que « la dictature, c'est ferme la, et la démocratie, c'est cause toujours ».

Je vous prie de croire, Chère Consoeur, Cher Confrère, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Docteur Gérard MAUDRUX